

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UCAC

77 RTE DE PICARDIE
60190 Avrigny

Références : IC-R/434/24-SLT/VM
Code AIOT : 0005100860

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement UCAC implanté 77 RTE DE PICARDIE 60190 Avrigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCAC
- 77 RTE DE PICARDIE 60190 Avrigny
- Code AIOT : 0005100860
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société UCAC située à Avrigny exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solides, liquides et de produits agro-pharmaceutiques.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 08/07/1987, complété par les arrêtés du 26/07/2013 et du 23/07/2014.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phénomènes d'auto-échauffement	Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/01/2024. Il est donc proposé à madame la préfète d'abroger cet arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phénomènes d'auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2013, article 13	
Thème(s) : Risques accidentels, Phénomènes d'auto-échauffement	
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/07/2024 	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables,</p> <p>Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit:</p>	
Silo	Type
GAMM	1 sonde thermométrique fixe à 3 points de lecture par cellule
SEQUIPAG	1 sonde thermométrique fixe à 6 points de lecture par cellule
LEGROS	1 sonde thermométrique fixe à 6 points de lecture par cellule
BARLET	1 sonde thermométrique fixe à 3 points de lecture par cellule

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé, En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Constats :

Inspection du 14/11/2023 :

Il avait été constaté que 9 sondes thermométriques étaient défectueuses dans le silo Barlet.

Par arrêté préfectoral du 10/01/2024, l'exploitant a été mis en demeure de remettre en état de fonctionnement l'ensemble des sondes thermométriques.

Inspection du 17/10/2024 :

L'exploitant a indiqué par mail du 22/07/2024 que la société AMI ELECTRONIQUE a procédé à la réparation des sondes défectueuses.

Lors de l'inspection, l'état de fonctionnement de l'ensemble des sondes a été constaté. Le matériel en place diffère de celui défini dans l'arrêté préfectoral du 26/07/2013.

- Silo Gamm (8 cellules) : 1 sonde thermométrique fixe à 8 points de lecture par cellule ;
- Silo Sequipag (8 cellules) : 1 sonde thermométrique fixe à 6 points de lecture par cellule ;
- Silo Legros (27 cellules) : 1 sonde thermométrique fixe à 6 points de lecture par cellule ;
- Silo Barlet (8 cellules) : 3 sondes thermométrique fixe à 8 points de lecture par cellule ;

L'ensemble des sondes est en bon état de fonctionnement.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/01/2024 est donc respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure